FSU RETRAITÉS 03

Novembre 2020



En cette période difficile il est important de rappeler quelques vérités pour répondre a l'ignoble provocation de Monsieur Castex « Le meilleur moyen de soulager l'hôpital, c'est de ne pas tomber malade». Ou à ceux qui osent appeler les retraités à contribuer à l'effort de guerre sanitaire et invitent le gouvernement à « baisser temporairement le niveau des pensions des retraités, au nom de la solidarité entre les générations ».

Cher(e)s collègues,

Dans le contexte sanitaire actuel, vous comprendrez que notre réunion habituelle soit annulée. Mais cela ne doit pas nous empêcher de faire valoir nos revendications. C'est tout l'intérêt de l'action intersyndicale du 17 novembre (voir tract et carte pétition); mais aussi de donner notre avis sur la gestion gouvernementale catastrophique de la crise sanitaire.

Oui la gestion de cette crise est un échec. L'épidémie est hors de contrôle et le président aussi. Aucune leçon tirée. Tous les foyers de contamination restent ouverts. Que reste-t-il de nos vies ?

otre président est perdu, dépassé! Tout ce qui était « ratable », il l'a raté. L'affaire des masques a été lamentable, pour ne pas dire criminelle ; celle des tests a tourné au grand guignol, avec délais de traitement dignes d'une république bananière. Les cinq mois d'accalmie sur le front du Covid, de mai à septembre, se sont déroulés sous le signe d'un Ségur de la santé qui n'a permis l'ouverture d'aucun lit d'hôpital supplémentaire, puisqu'on se retrouve apparemment encore plus démunis que lors de la première vague. Un couvre-feu, aussi injuste qu'inutile, tout en coûtant plus de 2 milliards d'euros à la collectivité. Echec sur échec sur échec - voilà la réalité .Auréolé de cette belle série de défaites, sans que jamais il ne tire de leçons de l'amateurisme de ses décisions,...la bonne nouvelle étant que, « les cimetières demeureront ouverts », et c'est bien la moindre des

Les failles et les fautes du gouvernement, qui ont en partie abouti à la situation actuelle, ont été nombreuses. Nous ne cautionnerons pas ce pilotage incohérent.

Lorsque la France s'est confinée, le 16 mars dernier, la principale raison évoquée par Emmanuel Macron était « d'éviter à tout prix la saturation de nos hôpitaux ». Ce sont donc principalement les capacités et taux de remplissage des lits de réanimation en unités Covid qui dictent les mesures sanitaires drastiques du gouvernement. Or, la situation n'a que peu évolué depuis le printemps. De 5 000 lits de réanimation structurels en mars. les hôpitaux publics en auraient désormais 5 800, selon le ministre de la Santé, Olivier Véran. Mais, au plus fort de la crise, avec l'ajout de lits temporaires, les capacités avaient pu monter jusqu'à 10 700. Un chiffre qui sera beaucoup plus difficilement attei-

gnable les prochaines semaines, car les établissements ne pourront plus déprogrammer autant d'opérations qu'il y a huit mois. La casse de l'hôpital public n'est toujours pas endiguée, le personnel pas davantage valorisé, tandis que les recrutements annoncés n'ont pas été suivis d'effet: « Nous avons encore des lits fermés en réanimation, faute d'effectifs, et des postes toujours vacants. L'hôpital est bien moins solide qu'au printemps », déplore le professeur André Grimaldi. Ainsi, les fameux 800 lits supplémentaires, sur le papier, n'existent pas dans la pratique.



Bon, si j'ai bien compris, tant qu'on ne l'a pas attrapé on



n'est pas immunisé, et tant qu'on n'est pas immunisé on est confiné, et on est confiné pour ne pas l'attraper

Echec de la stratégie tester-tracer-isoler

Elle était annoncée par Édouard Philippe comme le « pilier » du déconfinement. De toute évidence, la stratégie consistant à tester, tracer et isoler les symptomatiques et les cas contacts n'a pas fonctionné. Le traçage a été d'emblée un échec, du fait du fiasco annoncé de l'application StopCovid et de l'organisation désastreuse des brigades sanitaires, dépourvues de stratégie claire. Même flou concernant l'isolement, les employeurs et les employés ne respectent pas toujours cette obligation de mise en quatorzaine, qui n'a pas réellement de valeur contraignante, alors que les contrôles sont inexistants. Quant au dépistage massif de la population, si l'objectif annoncé en avril d'atteindre 700 000 tests par semaine a été atteint, les laboratoires sont submergés. Conséquence, il faut souvent plusieurs jours pour obtenir un rendez-vous, puis d'autres encore pour avoir le résultat. Et puisque ni le traçage ni l'isolement

crise sanitaire : l'armée prête à intervenir

ne fonctionnent, ces délais ne font qu'accentuer l'échec de l'ensemble de la stratégie de l'exécutif.



Gestes barrières à géométrie variable

Pour le premier ministre, Jean Castex, ce n'est pourtant pas cette confusion qui a empêché de limiter la propagation du virus. Il a préféré fustiger le supposé « relâchement » des Français, qui semblent pourtant largement respecter les gestes barrières.

Mais, étaient-ils suffisants? Obnubilé par la « relance de la vie économique du pays » et le retour massif au travail, l'exécutif en a oublié, pendant l'été, de préparer la rentrée.



Gouvernement: des injonctions contradictoires

Déjà, le 6 mars, Emmanuel Macron encourageait la population à « ne pas changer ses habitudes de sortie » et à aller au théâtre, dix jours avant de les fermer. Il y eut ensuite les masques et les tests, jugés inutiles pendant près deux mois malgré les déclarations de l'OMS. Avant de devenir obligatoires ou massifs...

L'ensemble des protocoles sanitaires, insuffisants et complexes, sont fustigés dans les écoles et les universités, Dans le même temps, alors que les secteurs des loisirs s'amenuisaient peu à peu, les transports en commun sont restés bondés. Et, malgré le reconfinement, continueront à circuler dans les mêmes conditions.

Des responsables... Quels responsables ?

Le gouvernement actuel ne peut s'exonérer de la situation dans laquelle se trouve l'hôpital. Lors des trois derniers PLFSS, trois milliards d'économies ont été demandées à l'hôpital public.

C'est quand même curieux : pour le coronavirus, à 60 ans, t'es vieux et fragile...

Mais pour la réforme des retraites, à 60 ans t'es jeune et en pleine forme!



Entre 2018 et 2019, 7 600 lits d'hospitalisation ont été fermés. Des fermetures de lits dans certains hôpitaux se sont poursuivies depuis mars. Pire, plus de 800 millions d'euros de baisse de crédits pour 2021 sont encore prévus dans le Projet de Loi de Finances. Quant aux personnels hospitaliers et des Ehpad, la revalorisation de leurs métiers est très loin d'être à la hauteur.

Le gouvernement a également échoué dans sa stratégie de prévention comme en témoigne le fiasco sur les tests, le traçage et l'isolement des malades. Il a enfin refusé d'assumer la gratuité des masques.

« Qui sont les responsables ? Tous !

2

Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande et Macron. Cela fait 40 ans que les alertes sur une possible pandémie ont été lancées en vain, que la méthode pour y faire face est établie : dépistage, port du masque, isolement et traitement des personnes malades, protection des personnes à risque.



Rien n'a été fait car les stocks de masques avaient été détruits ou laissé se décomposer et non renouvelés, la production de tests dépendait de l'étranger, le démantèlement de l'hôpital public n'a pas permis de traiter toutes les personnes à risque, quant on ne s'est pas contentés de les accompagner à la mort dans certains EHPAD, sur directive ministérielle!

Non, ce n'est pas pour « protéger les anciens » que l'économie a été arrêtée, mais pour sauver le pays d'un désastre auquel nous a conduit la politique d'Emmanuel Macron et de ses prédécesseurs. C'est donc une imposture que de tenter de faire porter la responsabilité de la détresse des jeunes sur les anciens.

Le confinement a été décidé à cause de l'incapacité de l'Etat néolibéral à prévoir et à réagir à la crise. Logique quand les critères prioritaires de ce gouvernement sont liés quasi-exclusivement à la bonne santé financière des marchés et des actionnaires.

Le déconfinement a été décidé pour permettre ou obliger les actifs à reprendre le travail. Mais sans y associer tous les moyens de prévention et de protection nécessaires.



carte pétition à découper, compléter et envoyer à l'adresse de la Présidence de la République

- Non à la perte du pouvoir d'achat
- 100 euros tout de suite pour rattraper notre pouvoir d'achat
- Revalorisation des pensions indexée sur le salaire moyen
- Accès à la santé pour tous
- Prise en charge de la perte d'autonomie à 100% dans la branche maladie de la Sécurité sociale

Nom et prénom:	
Ville:	
Courriel:	
Signature :	

Pas touche au pouvoir d'achat des retraités



Le groupe des 9 s'est réuni le 6 octobre, Un seul point était à l'ordre du jour devant l'impressionnant recul du pouvoir d'achat de ces dernières années et l'ampleur des menaces pour faire payer la crise et l'aide à l'autonomie aux retraité·es.

• 100 euros par mois de suite pour rattraper notre pouvoir d'achat à valoir sur la revalorisation des pensions calculée sur l'évolution du salaire moyen.

- Accès à la santé pour tous.
- Prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % dans la branche maladie de la Sécurité Sociale







M. LE PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg
Saint-Honoré
75008 Paris